

[Texte]

as it has in the past? In other words, aid tied with trade, is there always going to be an economic factor, is there going to be a dollar factor involved in most of our foreign-aid programs so that we look upon foreign aid not as a direct moral obligation to assist those less fortunate but rather as an investment in a country directly or indirectly? Are we going to get away from that which I consider to be quite to get away from that which I consider to be quite an immoral approach to direct assistance to those countries that badly need our support? Is there going to be any change in that general philosophy that has dominated Canadian foreign aid, and I might add not only Canada but also in most of the countries in the advanced, wealthy industrialized world?

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Blackburn.

Le sénateur Asselin: Évidemment, je ne peux pas anticiper sur les décisions que le gouvernement prendra à la suite de cette revue complète de nos politiques extérieures et de nos politiques d'aide à l'étranger. Une chose est certaine, c'est que le plan moral, nous ne mettrons pas de côté la vocation du Canada, le leadership que le Canada s'est donné, qui est d'aider les pays pauvres à s'en sortir.

• 1730

Une chose sûre et certaine, c'est que sur le plan moral, nous sommes énormément attachés à cet objectif-là et nous allons continuer à le faire aussi longtemps que nous n'aurons pas pris d'autres décisions.

En ce qui regarde l'aide reliée, il est évident que, lorsque nous faisons affaires avec des pays qui sont presque développés, je pourrais en nommer plusieurs, si nous pouvons faire profiter les Canadiens de retombées économiques par nos investissements dans ces pays-là, dans certains projets ou par nos octrois, nous le ferons. C'est mon objectif, également, de faire profiter les Canadiens le plus possible des retombées économiques lorsqu'on investit des sommes dans des pays qui veulent, évidemment, être, avec nous, des partenaires dans leur développement économique.

Mr. Blackburn: Thank you, Mr. Minister.

The Vice-Chairman: The final questioner on my list is Mr. Taylor.

Mr. Taylor (Bow River): Thank you, Mr. Chairman. I want to make just five quick points, including questions.

First of all, I would like to say I support the Honorable Flora MacDonald's statements. I believe her statements are realistic and I think they are in accord with the thinking of a good majority of the people of Canada.

Secondly, I think we have to remember this is a development agency, not a bleeding-heart agency—and there is a big difference in that—a development agency, and I think the people of Canada expect it to be used for development purposes. We cannot underwrite every country in the world and we cannot support people who exchange one dictatorship for another dictatorship. So I think we have to be very, very careful when

[Traduction]

notre politique d'aide étrangère resteront en vigueur? Autrement dit, s'agira-t-il d'aide liée avec le commerce. Y aura-t-il toujours un facteur économique, un facteur argent qui intervient dans la plupart de nos programmes d'aide à l'étranger de sorte que pour nous l'aide à l'étranger ne serait pas conçue comme une obligation morale d'aider ceux qui sont moins favorisés que nous mais plutôt comme un investissement direct ou indirect dans un pays? Allons-nous rejeter ce que je considère comme une approche immorale et promouvoir davantage le concept d'aide directe pour les pays qui en ont grand besoin. Y aura-t-il des changements aux critères généraux qui ont inspiré la politique d'aide étrangère au Canada et je pourrais ajouter non seulement au Canada mais également dans la plupart des pays du monde industrialisé et riche?

Le vice-président: Merci, monsieur Blackburn.

Senator Asselin: Obviously, I cannot foresee what decisions the government will make as a result of this complete review of our foreign policies and our foreign aid policies. One thing is sure and that is from a moral point of view we do not intend to neglect the leadership role which Canada has assumed and which is aimed at helping poor countries make a go of it.

What is quite certain is that morally speaking we are all for this objective and we shall continue in the same direction until such time as an other decision is taken.

As for tied aid, it is obvious that when we are doing business with countries that are almost developed, and I could name quite a few, if it is possible to pass on to Canadians the economic advantages of our investment in these countries, because of certain projects or because of our subsidies, we shall do so. It is also our aim to let Canadians profit as much as possible from the economic side effects when we invest in countries which obviously wish us to be partners in their economic development.

M. Blackburn: Merci, monsieur le ministre.

Le vice-président: Le dernier sur ma liste est M. Taylor.

M. Taylor (Bow River): Merci, monsieur le président. J'aimerais simplement faire valoir cinq points qui incluent des questions.

Tout d'abord, j'aimerais dire que j'appuie les déclarations de l'honorable Flora MacDonald. Je crois que ses déclarations sont réalistes et concordent avec la ligne de pensée d'une grande majorité des Canadiens.

Deuxièmement, je crois que nous devons nous rappeler qu'il s'agit d'un organisme de développement et non d'un organisme qui se promène la main sur le cœur... Il y a d'ailleurs une grande différence... Un organisme de développement donc, et je crois que les citoyens du Canada s'attendent à ce qu'il fonctionne aux fins du développement... Nous ne pouvons pas prendre en charge l'avenir de chaque pays du monde et nous